

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1159^e
SÉANCE**

Mardi 28 novembre 1967,
à 10 h 55

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 38 de l'ordre du jour:

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite) 297

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite) [A/6703/Add.1, chap. I; A/6714, A/6879, A/6903, A/C.2/237, A/C.2/239]

1. M. TSERENCHOODOL (Mongolie) dit que la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) offrira à tous les pays l'occasion d'unir leurs efforts pour formuler des recommandations acceptables par tous en vue de développer et de faciliter encore plus les échanges internationaux et la coopération économique. La Commission base son examen du point de l'ordre du jour à l'étude sur le rapport du Conseil du commerce et du développement (A/6714), qui donne une image exacte des tendances du commerce international et de la coopération économique depuis la première session de la Conférence, ainsi que des préparatifs de la deuxième Conférence, et sur la déclaration faite par le Secrétaire général de la CNUCED à la 1146^{ème} séance dans laquelle a été mentionnée l'idée d'une stratégie globale du développement, idée intéressante qui mérite d'être étudiée soigneusement. En outre, la Charte d'Alger (A/C.2/237) est un document important qui présente la position concertée de 77 pays en voie de développement.

2. Etant donné que la délégation de la Mongolie fera connaître ses vues sur certaines questions relatives au commerce à la deuxième session de la Conférence, M. Tserenchoodol se bornera, pour l'instant, à faire quelques remarques d'ordre général. La Mongolie attache une grande importance à cette session de la Conférence et approuve l'ordre du jour provisoire adopté par le Conseil du commerce et du développement à sa cinquième session (voir A/6714, annexe I). En dépit des efforts utiles que la CNUCED a faits au cours des trois ans et demi qui se sont écoulés depuis sa création, de bien faibles progrès ont été réalisés dans l'application des recommandations de la première session^{1/}, et il existe encore

un écart énorme entre les niveaux de vie des pays développés et ceux des pays en voie de développement. La deuxième session de la Conférence convoquée pour répondre aux aspirations des populations des pays en voie de développement qui désirent réaliser des progrès sur le plan économique et réduire l'écart en question aura donc une grande importance pour la communauté internationale, et, en particulier, pour les pays en voie de développement. La Mongolie, comme les autres pays en voie de développement, est déçue de constater que l'on n'a fait, jusqu'à présent, que fort peu de progrès depuis la première session de la Conférence dans la libéralisation des échanges commerciaux internationaux et, comme ces pays, elle regrette que plusieurs pays développés à économie de marché n'aient pas encore donné suite aux recommandations adoptées à cette Conférence. L'application de ces recommandations, qui est une condition essentielle de la libéralisation des échanges commerciaux internationaux et du développement économique des pays en voie de développement, devrait, par conséquent, recevoir toute l'attention nécessaire lors de la prochaine Conférence de New Delhi, au cours de laquelle seront examinées en détail, dans un esprit de compréhension et de coopération mutuelles, d'importantes questions telles que le commerce des produits de base, le financement du commerce, les invisibles et les problèmes monétaires.

3. La délégation mongole considère que les mesures internationales visant à résoudre les problèmes relatifs aux produits de base ne seront couronnées de succès que si l'on considère chaque produit séparément, et elle partage les opinions exprimées par les délégations de pays en voie de développement et de pays socialistes à la cinquième session du Conseil du commerce et du développement au sujet des tendances et des perspectives défavorables des exportations de produits de base des pays en voie de développement.

4. La Conférence de New Delhi devrait être universelle, tant par sa portée que du point de vue de la participation. Par sa nature même, le commerce est une activité commune à tous les peuples et à tous les gouvernements et tous les problèmes qui se rapportent au commerce international et au développement, y compris le problème du commerce entre l'Est et l'Ouest, devraient être examinés. Le développement et l'assouplissement des échanges internationaux exigent non seulement que l'on résolve les problèmes qui ont trait exclusivement au commerce, mais aussi que l'on modifie radicalement les politiques de discrimination et de blocus économique suivies par certains pays occidentaux, et que l'on abaisse immédiatement les barrières commerciales

^{1/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

et autres. Par conséquent, tous les Etats intéressés, qu'ils soient Membres des Nations Unies ou non, devraient être invités à la Conférence.

5. Tout Etat a le droit souverain de déterminer la forme et la structure de son développement économique. La République populaire mongole est un pays socialiste en voie de développement dont l'économie nationale, y compris le commerce extérieur, est fondée sur des plans à long terme, et le développement de la Mongolie, selon des conceptions non capitalistes, a démontré les avantages d'un commerce extérieur planifié. L'application du principe de la planification au commerce international, dont le Secrétaire général de la CNUCED a souligné l'importance, contribuera pour beaucoup à améliorer les conditions des échanges commerciaux entre pays en voie de développement et pays développés, à stabiliser les prix des exportations, à accroître les recettes d'exportation des pays en voie de développement et à améliorer les niveaux de vie dans ces pays.

6. Eu égard à la tendance de plus en plus forte à l'intégration économique, le projet de création d'un Centre commun CNUCED/GATT du commerce international (voir A/6879) mérite d'être étudié attentivement, et il serait peut-être utile que l'on procède à un échange de vues sur cette question à la Conférence de New Delhi.

7. Maintenant que la question du commerce de transit des pays sans littoral a été examinée à la première session de la Conférence et que, par la suite, une convention a été conclue à ce sujet, la délégation mongole espère que la question des transports à des conditions favorables pour les pays en voie de développement, et en particulier pour les pays qui n'ont pas de débouché sur la mer, sera examinée à la deuxième session de la CNUCED. Ce problème devrait être étudié sur la base du principe de l'égalité des droits, condition fondamentale de la normalisation et de l'expansion du commerce international.

8. M. SADI (Jordanie) dit que son gouvernement attache une grande importance à la Charte d'Alger (A/C.2/237) et s'enorgueillit de s'y associer. Il la considère comme un exposé des problèmes économiques qui se posent aux pays développés aussi bien qu'aux pays en voie de développement, et espère que la deuxième session de la CNUCED l'examinera dans cet esprit. Le thème fondamental de la Charte d'Alger est la conviction ferme que la pauvreté, où qu'elle se manifeste, constitue une menace pour la prospérité générale, et c'est pourquoi elle préconise une stratégie globale du développement qui appellerait la participation active des pays développés aussi bien que des pays en voie de développement.

9. Un autre concept important énoncé dans la Charte d'Alger est le principe selon lequel les pays en voie de développement sont au premier chef responsables de leur propre développement. C'est là une attitude très réaliste et très honnête, car il est temps que les pays en voie de développement reconnaissent qu'ils ne font pas tout ce qu'ils pourraient faire et qu'ils doivent accentuer leurs efforts. Les causes du sous-développement sont très complexes et sont liées à des facteurs sociologiques, psychologiques et politiques, mais il n'en reste pas moins que le problème du

développement économique est un problème compliqué qui exige l'élaboration et l'application d'une politique internationale concertée dans laquelle les pays développés, il faut l'espérer, joueront leur rôle en prenant des mesures concrètes sur le plan du commerce et sur celui de l'aide.

10. La Charte d'Alger consacre encore un autre principe important, à savoir que toute augmentation de la demande de produits primaires dans les pays développés devrait être satisfaite dans une forte proportion par la production des pays en voie de développement. C'est là un concept très important, car près de 85 p. 100 des exportations globales des pays en voie de développement sont des produits primaires et pourtant la part de ces produits dans les exportations des pays en voie de développement n'a cessé de diminuer. Bien des questions sont liées à ce principe, notamment la production de produits synthétiques de remplacement et les politiques commerciales protectionnistes adoptées par les pays développés à l'égard des pays en voie de développement.

11. La Charte d'Alger préconise également une augmentation sensible des exportations d'articles manufacturés des pays en voie de développement. Cela est particulièrement nécessaire étant donné que la part des pays en voie de développement dans le total mondial des exportations d'articles manufacturés a diminué au cours des 10 dernières années. En outre, un pourcentage important des échanges d'articles manufacturés entre les pays industrialisés est exempt de droits de douane ou bénéficie d'un régime préférentiel, alors que les exportations d'articles manufacturés des pays en voie de développement se heurtent à des barrières douanières. Les négociations Kennedy ont abouti à un élargissement des préférences que s'accordent entre eux les pays développés, alors que les intérêts des pays en voie de développement étaient quelque peu négligés. Les pays en voie de développement sont donc fondés de demander l'égalité dans l'assouplissement des échanges commerciaux, puisqu'ils ne peuvent accroître leurs exportations d'articles manufacturés tant qu'ils sont soumis à un traitement discriminatoire.

12. Evidemment, les pays en voie de développement devraient également développer et renforcer les échanges commerciaux entre eux en adoptant des politiques propres à faciliter les échanges et en favorisant la coopération régionale pour toutes les questions qui touchent à leur planification et à leur développement économique. Cette notion est clairement exprimée dans la Charte d'Alger.

13. Enfin, la Charte d'Alger fait appel aux pays développés pour qu'ils consacrent 1 p. 100 de leur produit national brut à l'assistance financière internationale aux pays en voie de développement. Cet appel mérite d'être étudié sérieusement et favorablement par les pays développés à la deuxième session de la Conférence.

14. Passant au rapport du Conseil du commerce et du développement (A/6714), le représentant de la Jordanie rend hommage tout spécialement au Secrétaire général de la CNUCED qui a fait, à la 1146ème séance de la Commission, une déclaration pleine d'indications utiles et d'idées stimulantes, et il féli-

cite le Président du Conseil du commerce et du développement de sa remarquable contribution à l'œuvre du Conseil. La délégation jordanienne se félicite de ce que le Conseil a pu se mettre d'accord sur les questions importantes relatives à la deuxième session de la Conférence, notamment l'ordre du jour provisoire et les objectifs fondamentaux, et elle espère que la deuxième session sera plus fructueuse que la première.

15. M. GREGH (France) déclare que sa délégation accueille avec satisfaction le rapport du Conseil du commerce et du développement (A/6714), qui montre bien que le Conseil, à sa cinquième session, est parvenu à des résultats très utiles sous la direction experte de son Président. La délégation française est particulièrement heureuse de noter que le Conseil a pu se mettre d'accord sur l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Conférence, et espère que la Conférence pourra entamer sans retard la phase active de ses travaux.

16. Cette session sera très importante, à en juger par les préparatifs très sérieux qui sont faits, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Les pays en voie de développement, réunis à Alger, ont défini une position concertée exprimée dans la Charte d'Alger (A/C.2/237). En la présentant à la Deuxième Commission (1154ème séance), le Ministre des affaires étrangères d'Algérie a dit qu'elle est destinée à servir de base pour les discussions qui auront lieu à la deuxième session de la CNUCED et pour instaurer un dialogue véritable avec les pays industrialisés. Il a indiqué, en outre, que les pays en voie de développement avaient voulu faire de la Charte d'Alger une invitation à la coopération universelle, volontaire et sans réserve dans la lutte contre le sous-développement économique, dont l'issue est capitale pour l'humanité tout entière. Le Ministre des affaires étrangères a également exprimé l'espoir qu'une étude détaillée de la Charte d'Alger serait faite par ceux qui possèdent une responsabilité directe ou indirecte dans la conception et l'exécution des politiques économiques et commerciales. Une mission représentant la réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement a récemment présenté la Charte d'Alger au Ministre des affaires étrangères et au Ministre de l'économie et des finances de la France, qui ont assuré cette mission qu'ils examineraient la Charte d'Alger avec la plus grande attention.

17. Dans ces conditions, M. Gregh n'entend pas formuler des observations sur le fond même de la Charte d'Alger, mais il tient à rappeler que, depuis de nombreuses années, la délégation française ne cesse d'exprimer l'opinion que les problèmes des pays en voie de développement ne pourront certainement pas être atténués, encore moins surmontés, si l'on recourt aux seules méthodes traditionnelles qui ont permis aux pays développés de coopérer fructueusement. La délégation française a toujours considéré qu'il faut prendre des mesures spéciales pour résoudre ces problèmes et elle a plaidé pour l'octroi de préférences aux pays en voie de développement et pour l'adoption de mesures tendant à stabiliser, à un niveau rémunérateur, les cours des produits de base,

dont les pays en voie de développement sont les principaux exportateurs. De l'avis de la délégation française, tels seraient les principaux éléments de la stratégie globale du développement.

18. La délégation française a présenté à la première session de la Conférence un mémoire dans lequel elle exposait sa conception d'une telle stratégie, qui doit nécessairement comprendre les mesures à prendre dans les pays en voie de développement, d'une part, et par les pays industrialisés, de l'autre. Il ne peut y avoir de progrès que si ces deux groupes de pays collaborent étroitement pour tout ce qui touche au développement économique, notamment le commerce et l'assistance technique et financière. La France a déjà prouvé, par les efforts qu'elle déploie pour stimuler le développement et par le pourcentage de son produit national brut qu'elle consacre à cette cause, qu'elle est pleinement consciente de ses devoirs et de ses responsabilités, et la délégation française espère sincèrement que la Conférence qui doit se tenir prochainement à New Delhi sera pleinement couronnée de succès.

19. M. HARKETT (Maroc) remercie le Secrétaire général de la CNUCED de l'importante déclaration qu'il a faite à la 1146ème séance de la Commission, et lui rend hommage pour les efforts inlassables qu'il déploie pour lutter contre le sous-développement.

20. Trois ans après la première session de la CNUCED, la situation économique des pays en voie de développement est toujours précaire: leurs termes de l'échange continuent de se détériorer, le marché international des produits de base qu'ils exportent est instable, les articles manufacturés qu'ils exportent vers les pays développés restent soumis à des restrictions, leur dette extérieure s'accroît, les conditions auxquelles l'assistance financière est accordée ne sont pas satisfaisantes et le courant des capitaux internationaux vers ces pays se ralentit. Comme l'a fait observer le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales dans la déclaration qu'il a faite à la 1109ème séance, les négociations Kennedy ont profité aux pays industrialisés mais n'ont guère contribué à aider les pays en voie de développement.

21. Toutefois, il est permis d'espérer que la situation s'améliorera à l'avenir. La réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement a été fort utile et constructive, et les diverses réunions internationales touchant les questions économiques ont attiré l'attention de l'opinion mondiale sur l'importance cruciale que joue le commerce international dans le développement tant des pays développés que des pays en voie de développement. Il s'est ainsi dégagé un esprit de solidarité mondiale sur le plan économique et l'on se rend maintenant mieux compte que les pays industrialisés sont en partie responsables du progrès économique des pays en voie de développement.

22. Les pays en voie de développement doivent, de toute évidence, faire le maximum d'efforts pour valoriser leurs productions exportables; à cet égard, le représentant du Maroc signale que son pays a créé un complexe chimique à Safi pour la valorisation de ses phosphates. De même, les pays en voie de déve-

loppement doivent appliquer les recommandations de la première session de la CNUCED relatives aux réformes de structure à introduire dans l'organisation de leur commerce extérieur. A cette fin, le Maroc a créé l'Office de commercialisation et d'exportation chargé de commercialiser, dans les meilleures conditions, les produits traditionnels d'exportation.

23. Les pays en voie de développement doivent également prendre des mesures pour favoriser entre eux le commerce, la coopération et l'intégration économique. La délégation marocaine se félicite de l'intérêt que porte la CNUCED à cette question et rend hommage au secrétariat et aux groupes d'experts de la CNUCED pour les travaux qu'ils ont réalisés à ce sujet. Pour leur part, les quatre pays du Maghreb — l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie — ont déjà jeté les premiers jalons d'une union économique régionale.

24. Toutefois, les efforts que font les pays en voie de développement pour s'aider eux-mêmes ne peuvent aboutir sans une aide financière et technique accrue de la part des pays développés. En outre, comme le souligne la Charte d'Alger, on ne saurait considérer que le commerce entre les pays en voie de développement peut "remplacer des exportations plus volumineuses et plus rémunératrices vers les pays développés".

25. Par principe et par souci de solidarité, la délégation marocaine estime que tous les avantages octroyés par les pays développés devraient être accordés sans discrimination à tous les pays en voie de développement. Cependant, tant que certains pays développés s'opposent à ce principe, chaque pays en voie de développement devra résoudre ses problèmes avec ses partenaires commerciaux et essayer de préserver les avantages qu'il a déjà acquis.

26. Il y a lieu de se féliciter de l'important travail de préparation de la deuxième session de la Conférence que le Conseil du commerce et du développement a accompli à sa cinquième session et, notamment, de l'accord qui s'est fait sur l'ordre du jour provisoire (voir A/6714, annexe I). La délégation marocaine attache une grande importance aux points de l'ordre du jour relatifs au transfert des ressources financières, au service de la dette, au financement supplémentaire, aux produits de base, aux articles manufacturés et semi-finis. Les pays en voie de développement ont, eux aussi, préparé la Conférence avec sérieux et réalisme et la Charte d'Alger qui, présentée avec beaucoup de compétence par le Ministre des affaires étrangères de l'Algérie et par M. Stanovnik, représentant de la Yougoslavie (1154ème séance), et élaborée dans un esprit de coopération, laisse présager le succès de la Conférence. La délégation marocaine espère que la CNUCED parviendra à prendre des décisions pratiques qui contribueront à mieux définir une stratégie globale du développement économique.

27. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le Conseil du commerce et du développement a accompli un travail de préparation fort utile pour la deuxième session de la CNUCED où il faudra prendre des mesures pratiques pour appliquer les principes adoptés à la première

session. L'ordre du jour provisoire de la deuxième session est conforme aux résolutions par lesquelles l'Assemblée générale a confié à la CNUCED l'entière responsabilité des problèmes posés par le commerce en général et par le commerce lié au développement économique en particulier. Le Secrétaire général de la CNUCED a lancé un pressant appel à tous les Etats pour leur demander d'appliquer les recommandations adoptées à la première session; selon la façon dont chaque pays abordera ce problème, il montrera si sa politique sert ou non la cause de la coopération internationale.

28. La politique de l'Union soviétique dans ce domaine a toujours tendu à développer ses relations commerciales et économiques avec l'étranger. Les échanges commerciaux des pays socialistes avec les autres pays augmentent à un taux plus rapide que le commerce mondial dans son ensemble; certes, cela est dû, en partie, à une croissance économique rapide, mais le commerce extérieur joue également un rôle de plus en plus important dans le développement de l'économie de ces pays. Les documents du Conseil du commerce et du développement attirent l'attention sur le fait que le volume du commerce extérieur des pays socialistes augmente à un rythme plus élevé que le commerce mondial dans son ensemble. Ce phénomène est imputable à la croissance rapide de l'économie de l'URSS et de celle des autres pays socialistes, ainsi qu'au fait que le commerce extérieur revêt un rôle sans cesse plus important dans le développement des économies nationales de ces pays. De 1946 à 1966, l'accroissement annuel moyen du volume des échanges de l'Union soviétique avec l'étranger a été de 13 p. 100, son produit national brut augmentant de 10 p. 100 pendant la même période, et, en 1966, la valeur des échanges a été d'environ 17 milliards de dollars. De plus, les échanges commerciaux entre l'Union soviétique et les pays en voie de développement se développent à un rythme encore plus rapide: la part de ces pays dans les échanges commerciaux de l'Union soviétique est passée de 5 p. 100 en 1955 à plus de 12 p. 100 à l'heure actuelle, alors que le taux annuel moyen de l'accroissement des échanges entre les pays en voie de développement et l'Union soviétique, au cours des 10 dernières années, a été de 15 p. 100.

29. Le taux annuel moyen de l'accroissement des échanges entre l'Union soviétique et les pays en voie de développement au cours des 10 dernières années a été de 15 p. 100. En d'autres termes, le volume des échanges entre l'Union soviétique et les pays en voie de développement a doublé tous les cinq ans. Ces taux sont trois fois plus élevés que les taux d'accroissement des échanges commerciaux entre les Etats capitalistes développés et les pays en voie de développement.

30. En 1967, l'Union soviétique a conclu des accords intergouvernementaux avec 45 pays en voie de développement. Elle a signé des accords à long terme portant sur la fourniture réciproque de produits avec un certain nombre d'Etats, et notamment l'Inde, la République arabe unie, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Syrie, l'Iran, la Guinée, Ceylan, etc. Ces accords sont conformes aux recommandations de la première session de la Conférence. Ils prévoient,

notamment, que l'Union soviétique doit acheter les produits manufacturés ou semi-finis que les pays en voie de développement produisent, ainsi que des matières premières traditionnelles.

31. Le réseau des accords commerciaux et économiques entre l'Union soviétique et les pays en voie de développement continue à s'étendre. Rien que ces derniers temps, des accords ont été conclus avec l'Afghanistan, l'Iran, la Mauritanie, le Maroc, la Malaisie, le Chili, la Colombie et le Tchad. L'Union soviétique envisage de conclure des accords commerciaux et de paiements avec plusieurs autres pays en voie de développement. Cela constitue de sa part un effort sérieux en vue d'étendre son commerce avec les pays en voie de développement sur la base des principes proclamés par la Conférence de Genève de 1964.

32. L'Union soviétique continue d'augmenter ses échanges avec un certain nombre de pays capitalistes industriellement développés, tels que la France, l'Italie, le Royaume-Uni, le Japon, la Finlande et quelques autres Etats disposés à renforcer des relations économiques mutuellement avantageuses.

33. Les relations économiques de l'Union soviétique avec les pays capitalistes développés ont pris de nouvelles formes. Les accords de coopération scientifique et technique conclus avec la Finlande, la France et l'Italie créent de nouvelles possibilités de développer les échanges. A cet égard, il convient également de mentionner la création d'un Comité soviéto-japonais de coopération économique.

34. Toutefois, tant le volume que la structure du commerce entre l'Est et l'Ouest ne sont pas ce qu'ils pourraient être. Le développement de ces échanges continue d'être limité par le maintien de restrictions discriminatoires dans certains pays occidentaux. Plusieurs pays sont intéressés à l'élimination de ces restrictions, car la discrimination a des effets défavorables non seulement sur le commerce entre l'Est et l'Ouest, mais aussi sur le commerce international dans son ensemble. La deuxième session de la Conférence ne pourra ni ne devra donc négliger cette question capitale.

35. Les tâches fondamentales de la Conférence sont définies dans l'objectif principal de la CNUCED, à savoir faire du commerce international et de la coopération économique un instrument permanent et efficace pour l'accélération du progrès économique et social, la compréhension mutuelle et la consolidation de la paix entre les peuples.

36. Partageant le désir des pays en voie de développement de rendre les travaux de la deuxième session de la Conférence aussi efficaces et pratiques que possible, la délégation soviétique estime nécessaire de souligner que les travaux de cette conférence doivent s'inspirer des principes généraux adoptés à la première session de la Conférence en 1964, qui a défini les relations et les politiques commerciales propres à réaliser le développement. C'est l'application de ces principes qui permettra de transformer le commerce international en un instrument de développement et en un facteur efficace et radical d'accumulation des ressources financières aux fins du développement. Enfin, le commerce doit occuper la place

qui lui revient parmi les sources extérieures de revenus, complétant les ressources nationales et les efforts des pays en voie de développement.

37. Telles devraient être, dans les années à venir, les modalités générales de la coopération internationale dans le domaine économique ou de ce que l'on a appelé une stratégie globale du développement.

38. La délégation soviétique ne saurait approuver l'opinion exprimée par le représentant des Pays-Bas au cours de la discussion générale de la Commission (1129ème séance) selon laquelle, dans la Décennie du développement, on a le tort de trop compter sur le développement du commerce. Les réalités et la vie elle-même prouvent qu'une telle conclusion est dénuée de tout fondement. Pour atteindre les objectifs du développement, il faut mettre l'accent sur les ressources intérieures des pays, sur leur utilisation plus efficace, sur la réalisation de modifications progressives des structures économiques sociales et sur l'introduction de la planification. Dans les relations extérieures, il faut précisément insister sur l'expansion et la normalisation du commerce international conformément aux principes entérinés par la première session de la Conférence. L'assistance financière extérieure ne peut être efficace et utile que si elle s'appuie sur les efforts déployés par les pays eux-mêmes.

39. Exagérer l'importance du facteur "aide", comme le fait la déclaration du représentant des Pays-Bas, ne peut conduire pour les pays en voie de développement qu'à de nouvelles déceptions et désillusions. La vraie nature de "l'aide" accordée par les puissances occidentales a été révélée au grand jour dans l'un des numéros d'octobre de la revue américaine *Newsweek*. Selon cette publication, "les crédits accordés par des sociétés privées des pays occidentaux à des taux d'intérêt de 10 p. 100, par exemple, sont classés comme "aide". Le matériel militaire excédentaire fourni par les Etats-Unis à des pays peu développés et qui alourdit le fardeau économique de ce pays est également appelé "aide". Toujours selon cet article: "Le Royaume-Uni reconnaît ouvertement que chaque dollar investi au titre de l'assistance rapporte un dollar et demi à sa propre industrie."

40. Il est inutile d'en dire plus. Prétendre que l'accent a été mis à tort, au cours de la Décennie du développement, sur le développement du commerce revient à essayer de tromper les pays en voie de développement et de détourner leur attention des questions principales posées par le développement. Volontairement ou involontairement, ceux qui défendent cette opinion condamnent les pays en voie de développement à continuer de supporter le fardeau du retard économique.

41. La réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement qui a eu lieu à Alger a, sans aucun doute, apporté une certaine contribution à la lutte contre le néo-colonialisme dans les relations économiques internationales. Pendant cette réunion, plusieurs délégations ont exprimé l'opinion que le retard économique des pays en voie de développement tenait principalement au pillage prolongé de leurs richesses par les colonialistes et à la poursuite de l'exploitation de leur économie et de leurs

ressources naturelles par les Etats impérialistes et que, de ce fait, ces derniers devraient compenser les pays en voie de développement pour les dommages qu'ils leur avaient infligés. La délégation soviétique partage pleinement cette opinion et estime que le moment est venu, pour l'Assemblée générale, d'exiger une telle réparation de la part des pays impérialistes.

42. De la tribune de la réunion d'Alger, des représentants responsables de plusieurs pays ont fermement condamné les manifestations du colonialisme et du néo-colonialisme, comparant les pays impérialistes à un poulpe dont les tentacules enserrant le monde en voie de développement et exigeant que l'assistance financière accordée par les pays capitalistes développés soit considérée comme une simple compensation des pertes causées par les pays occidentaux pendant de longues années d'exploitation. Le Président de la République algérienne, prenant la parole à ce sujet à l'ouverture de la réunion d'Alger, a déclaré: "L'Europe et les Etats-Unis sont les écumeurs des ressources naturelles du tiers monde." Et il a poursuivi en déclarant que les pays industrialisés occidentaux "... sont un poulpe dont les tentacules enserrant le monde en voie de développement".

43. La délégation soviétique note avec satisfaction que de nombreuses délégations, à la réunion d'Alger, ont accordé une attention sérieuse à la nécessité de transformations sociales et économiques radicales en tant que principale condition préalable d'une élimination rapide des vestiges du colonialisme dans les économies des pays en voie de développement. L'importance énorme de ces transformations socio-économiques a été démontrée par l'expérience de nombreux pays, et en particulier de ceux qui ont suivi la voie du développement non capitaliste.

44. Une des mesures positives prises par la Réunion d'Alger a été la recommandation concernant la nécessité d'appliquer les principes progressistes adoptés à la première session de la Conférence, ainsi que le fait que ces principes ne devaient être ni réexaminés, ni revus. L'Union soviétique appuie pleinement cette recommandation.

45. La délégation soviétique est d'avis que la Charte d'Alger est un document complet qui porte sur un large éventail de questions et qui mérite une étude attentive de la part de spécialistes compétents. Un examen approfondi de ce document à la présente session de l'Assemblée générale serait prématuré. Au stade actuel, la délégation soviétique estime donc qu'il n'est possible que de formuler quelques observations préliminaires.

46. De la lecture du chapitre de la Charte d'Alger portant sur le financement du développement, la délégation soviétique retire l'impression que les exigences qui y sont formulées ne prennent pas en considération la responsabilité des Etats impérialistes dans la situation économique des pays en voie de développement. La Charte ne tient pas compte de la nature fondamentalement différente des relations économiques entre les pays socialistes et les pays en voie de développement, lesquelles sont tout à fait conformes aux principes approuvés par la première

session de la Conférence. Il n'existe aucune raison, historique, économique ou politique pour aborder la question du financement du développement d'une manière qui tend, d'une part, à opposer un Sud pauvre à un Nord riche, et, d'autre part, à regrouper les pays capitalistes et les pays socialistes dans cette dernière catégorie.

47. Ceux qui voudraient grouper les puissances impérialistes avec les pays socialistes ne feraient qu'embrouiller la question de la responsabilité des Etats impérialistes pour le retard économique des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que celle des sources de richesses accumulées par les pays impérialistes. On sait très bien que le peuple soviétique a atteint de grands succès économiques sans exploiter d'autres peuples, uniquement par ses efforts acharnés et les sacrifices qu'il a acceptés.

48. L'URSS, pas plus que les autres pays socialistes, n'exporte ses capitaux excédentaires pour en tirer des bénéfices, et la politique qui consiste à occuper des positions extérieures pour y investir des capitaux et se gagner ainsi des marchés extérieurs est étrangère à un Etat socialiste. Les richesses additionnelles créées par la croissance économique de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont utilisées pour améliorer le bien-être et pour relever le niveau de vie moral et culturel du peuple soviétique. Le souci du bien-être et du niveau de vie des populations est la loi qui régit le développement dans une société socialiste. Toutefois, fidèle à ses obligations internationales, l'Union des Républiques socialistes soviétiques est en mesure d'affecter une partie de ses ressources, qui pourraient très bien être utilisées à des fins productives dans le pays, à l'assistance à d'autres peuples pour le développement de leurs économies nationales.

49. Depuis la fin de la guerre, l'Union soviétique a accordé à des fins de développement économique des crédits à long terme se montant à plus de 14 milliards de roubles, soit plus de 15 milliards de dollars.

50. L'Union soviétique s'est toujours rangée aux côtés des peuples luttant contre l'oppression. Les pays en voie de développement s'efforcent de mettre un terme à leur retard économique et à leur pauvreté. L'Union soviétique participe activement à la solution de ce problème et continuera de le faire, mais il faut que tout le monde se rende bien compte que le problème existant n'est pas le fait de l'URSS et que ce pays n'a donc, à cet égard, aucune responsabilité d'ordre moral ou matériel envers les pays en voie de développement.

51. On entend parfois critiquer — même à la Deuxième Commission — les Etats qui consacrent certaines de leurs ressources à la conquête de l'espace, alors qu'on trouve encore sur terre la pauvreté et la stagnation. Ces reproches ne sont pas justifiés. Le développement et le progrès de la science ne peuvent être arrêtés. La conquête de l'espace, dans l'intérêt de la paix et du progrès sur terre, comme l'utilisation de l'atome en vue de la paix et du progrès, est un aspect du développement de la science au bénéfice de la société humaine tout entière.

52. On entend parfois aussi dire qu'au milieu du XX^{ème} siècle les riches s'enrichissent et les pauvres

s'appauvrissent. Certes, il est incontestable que la situation économique de nombreux pays est difficile, mais ce qui importe c'est que les taux de croissance industrielle dans les pays en voie de développement, dans leur ensemble, bien qu'encore inférieurs à ceux des pays socialistes, dépassent largement ceux des pays capitalistes occidentaux. Le taux de croissance annuel moyen de la production industrielle entre 1951 et 1966 a été de 5,4 p. 100 dans les pays capitalistes développés, de 8,4 p. 100 dans les pays en voie de développement et de 11,3 p. 100 dans les pays socialistes.

53. Les taux de croissance industrielle dans les pays en voie de développement seront encore plus élevés lorsque les vestiges du colonialisme auront été éliminés de leurs économies et qu'une lutte décisive aura été menée contre le néo-colonialisme, lutte que plusieurs délégations ont préconisée à la réunion d'Alger.

54. La Charte d'Alger contient plusieurs propositions précises qui peuvent s'appliquer directement au commerce entre les pays socialistes et les pays en voie de développement. Dans une de ces propositions, il est suggéré de supprimer, en Union soviétique, la marge entre le prix à l'importation et le prix de vente intérieur pour les produits en provenance des pays en voie de développement. Mais il convient de faire observer que la question des prix à l'importation et des prix intérieurs n'a guère d'incidence du point de vue de l'expansion du commerce extérieur, car la façon dont elle a été posée ne tient pas compte de la nature particulière du système de la formation des prix dans une économie socialiste.

55. Dans le chapitre de la Charte d'Alger intitulé "Relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents", on s'attendrait naturellement à voir exposées des opinions sur un certain nombre de questions urgentes se rapportant à ce sujet, et notamment la question de la normalisation du commerce entre l'Est et l'Ouest. Malheureusement, dans la Charte d'Alger, l'examen de la question du commerce entre pays à systèmes sociaux différents se limite pratiquement à un seul aspect du problème, à savoir la question du commerce entre les pays socialistes et les pays en voie de développement. Tout en reconnaissant l'importance et l'urgence de cet aspect de la question, on ne peut accepter cette limitation injustifiée qui permet de passer sous silence des phénomènes aussi détestables que les pratiques discriminatoires, le boycottage et le blocus économiques basés sur les différences dans les systèmes sociaux. Un exemple flagrant de cette politique se trouve dans le blocus économique exercé contre Cuba par les Etats-Unis d'Amérique et par plusieurs autres pays occidentaux qui cèdent à la pression exercée par les Etats-Unis. Toutefois, les défenseurs de cette politique de discrimination et de blocus rencontrent une forte opposition et, en fin de compte, leurs desseins échoueront comme cela a été le cas plus d'une fois dans le passé.

56. Il est regrettable aussi que la Charte d'Alger ne fasse pas mention de la nécessité pour tous les pays qui le désirent, et en particulier pour la République démocratique allemande, de participer à la deuxième session de la CNUCED. La délégation sovié-

tique a recommandé et continue à recommander l'application du principe de l'universalité à la CNUCED. Ce faisant, elle estime que le principe de l'universalité doit s'appliquer à la participation à la Conférence, et que la CNUCED doit être universelle dans ses fonctions en matière de commerce extérieur du point de vue des intérêts légitimes de différents groupes de pays.

57. Telles sont les observations préliminaires que la délégation soviétique tient à faire concernant la Charte d'Alger, qui sera étudiée attentivement par les organes soviétiques compétents au cours de leurs travaux de préparation en vue de la conférence de New Delhi.

58. L'Union soviétique espère que la deuxième session de la Conférence poursuivra avec succès le travail commencé au cours de la première session et donnera une nouvelle impulsion au développement du commerce international sur la base de l'égalité des droits, des avantages, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de la non-discrimination.

59. M. JANSZ (Ceylan) déclare que la Commission est reconnaissante au Secrétaire général de la CNUCED de l'analyse qu'il a faite de ses réalisations, de ses échecs et de ses perspectives d'avenir. La délégation de Ceylan croit, comme le Secrétaire général de la CNUCED, à la nécessité d'une stratégie globale du développement qui, comme il l'a rappelé, exige de la discipline et un changement d'attitude de la part des pays développés aussi bien que des pays en voie de développement. On espère que la franchise de ses commentaires sur l'indifférence de certains pays développés aux problèmes des nations moins fortunées amènera ces pays à reconnaître qu'en l'absence d'une coopération internationale, les problèmes actuels des pays en voie de développement pourraient devenir, demain, des problèmes qui concernent le monde entier.

60. Les progrès vers la réalisation des buts de la Décennie des Nations Unies pour le développement ou la mise en œuvre des recommandations de la première session de la Conférence restent insuffisants, mais au moins on se rend compte de plus en plus des raisons de cet échec. En outre, le fait que l'on en vient à identifier clairement les problèmes pour lesquels une action positive semble possible constitue, en lui-même, un phénomène encourageant. L'adoption unanime, par le Conseil du commerce et du développement à sa cinquième session, d'un ordre du jour provisoire qui mentionne les "points de cristallisation" pourrait bien être un signe de l'apparition d'une volonté politique qui a si souvent fait défaut dans le passé.

61. Chacune des questions qui font l'objet des excellents documents produits par le secrétariat de la CNUCED afin de préparer la deuxième session de la Conférence a une importance capitale pour les pays en voie de développement; le domaine des produits de base, toutefois, constitue pour ces pays le problème le plus crucial. Les pertes continues et cumulatives en devises étrangères, résultant des fluctuations de produits sur les marchés internationaux, n'ont pas uniquement pour effet de mettre en péril les programmes de développement des pays en voie de développement: ils les rendent, en outre, de plus en plus

tributaires du financement et de l'assistance extérieurs. La délégation de Ceylan attache donc une importance considérable à la négociation d'ententes sur les produits de base qui contiendraient des dispositions relatives à la politique des prix, au financement des stocks régulateurs, à la protection contre la concurrence des produits synthétiques et de remplacement, et à la promotion et à la libéralisation des échanges en général. Ceylan se déclare aussi satisfaite de la décision prise par le Conseil à sa troisième réunion extraordinaire en novembre 1967 tendant à autoriser la participation de la CNUCED à une étude internationale des difficultés actuelles des producteurs de caoutchouc^{2/}. Le sérieux avec lequel la CNUCED s'occupe du problème de la navigation maritime et des transports est aussi digne d'éloges, puisqu'un frêt excessif fait peser une charge très lourde sur les ressources en devises étrangères: à Ceylan, ces dépenses se montent, en moyenne, à 4 p. 100 des recettes brutes en devises.

62. La délégation de Ceylan espère qu'à sa deuxième session, la Conférence aboutira rapidement à un accord sur l'accès préférentiel et non discriminatoire aux marchés internationaux pour les articles manufacturés et semi-manufacturés exportés par les pays en voie de développement. Elle appuie l'exposé concerté sur les problèmes du développement, adopté en avril 1967 par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce de la CNUCED^{3/}, qui doit faire l'objet de discussions pendant la deuxième session de la Conférence, et espère que l'on trouvera le moyen d'assurer un rapport plus équitable entre la valeur par habitant des entrées de capitaux et le revenu par habitant des pays bénéficiaires. De nouveaux progrès portant sur le financement complémentaire et les accords de financement compensatoire contribueront certainement d'une façon utile à la stratégie mondiale; toutefois, la solution ultime consiste à développer le commerce mondial sur la base internationale la plus large possible. Le centre commun CNUCED/GATT du commerce international dont on envisage la création sera très utile pour atteindre cet objectif.

63. Le fait que la Charte d'Alger (A/C.2/237) soit étudiée avec une grande attention dans les diverses capitales mondiales est une preuve de son importance en tant que base de négociation. La délégation de Ceylan espère qu'à leurs prochaines réunions, l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Conseil d'assistance économique mutuelle emploieront tous leurs efforts à satisfaire les espoirs exprimés dans ce document, afin de permettre à tous les pays d'aborder la Conférence de New Delhi avec réalisme et compréhension.

64. M. RANKIN (Canada) note que les déclarations faites jusqu'ici à propos de la deuxième session de la CNUCED qui va avoir lieu sont toutes empreintes d'une inquiétude réelle devant la situation difficile de la plupart des pays en voie de développement et d'un désir de trouver une solution aux problèmes du développement qui se prêtent à une action internationale.

65. Le Canada, dont la prospérité est largement tributaire des échanges internationaux et qui est un important importateur de capital, n'est pas moins conscient que les pays moins fortunés de l'importance qu'il y a à améliorer l'accès des marchés internationaux pour les articles manufacturés comme pour les produits primaires. Le Conseil économique du Canada a récemment souligné que le Canada a grand intérêt à aider les pays sous-développés à participer au commerce mondial et à la croissance mondiale, car l'énorme demande potentielle que recèlent ces pays sera probablement satisfaite en partie grâce aux exportations du Canada. La situation concerne donc tous les pays, c'est pourquoi il est indispensable que la deuxième session de la Conférence ne consiste pas en un affrontement entre pays développés et pays en voie de développement, mais en un dialogue constructif visant à résoudre des problèmes mondiaux inquiétants.

66. Les "centres de gravité" contenus dans l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Conférence ne représentent pas forcément, de l'avis de la délégation canadienne, des solutions aux problèmes qui se posent, pas plus qu'ils ne représentent des engagements précis de la part de certains gouvernements, mais ils n'en sont pas moins utiles en tant que points sur lesquels devra porter l'essentiel des efforts de la Conférence. Le Gouvernement canadien, comme l'a indiqué un peu plus tôt M. Rankin, attache une importance toute particulière à l'octroi aux pays en voie de développement de meilleures possibilités d'accès aux marchés, y compris les avantages préférentiels, mais il se rend compte que de telles mesures sont plus efficaces si elles sont prises dans le cadre d'un effort global de développement. Comme l'a dit récemment le Premier Ministre du Canada, il est peu logique d'offrir une assistance à l'industrialisation des pays développés si l'on impose en même temps des restrictions aux importations des articles qu'ils peuvent produire à des prix concurrentiels. La question de l'accès préférentiel, cependant, est fort complexe et exige une action concertée de la part de ceux qui l'accordent et de ceux qui en bénéficient, et le Canada examine actuellement avec d'autres grandes nations commerçantes diverses méthodes qui permettraient d'accroître le commerce des pays en voie de développement, afin de formuler des propositions en vue d'une action concertée qui seront examinées à la Conférence de New Delhi.

67. Les récents accords résultant des négociations Kennedy constituent un grand progrès dans cette direction; ils ont eu en particulier pour résultat de créer de nouveaux débouchés importants pour les exportations du monde en voie de développement. Sous réserve de l'approbation du Parlement, le Canada entend appliquer 95 p. 100 des concessions accordées par le Canada sur les produits tropicaux à partir de 1968 et le reste progressivement, en cinq étapes successives. Il est manifeste, cependant, que la meilleure façon de résoudre le problème de la fluctuation des recettes que les pays en voie de développement tirent du commerce des produits de base est de considérer chaque produit séparément et, de préférence, de conclure des accords individuels sur les produits de base.

^{2/} Voir document TD/B/162, annexe [résolution 40 (S-III)].

^{3/} Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, cinquante session, Supplément No 3, annexe II.

68. La perspective d'un meilleur accès aux marchés ouvre des possibilités sans précédent et le Centre commun CNUCED/GATT du commerce international dont la création est envisagée devrait grandement aider les pays à exploiter ces possibilités. Le Centre devrait naturellement coordonner ses efforts avec l'œuvre plus vaste du Programme des Nations Unies pour le développement du commerce d'exportation, à l'exécution duquel les commissions économiques régionales et le Programme des Nations Unies pour le développement coopèrent avec le GATT et la CNUCED. La délégation canadienne suppose que les arrangements finaux en vue de l'établissement du Centre se fonderont sur des propositions définitives, dont une proposition relative à la mise en commun des ressources, qui seront soumises par les chefs des secrétariats de la CNUCED et du GATT à leur organe directeur respectif en 1968.

69. M. MUZIK (Tchécoslovaquie) déclare que la Tchécoslovaquie, dont les ressources en matière première sont assez limitées et les débouchés restreints, attache une importance particulière à la coopération économique directe avec d'autres Etats et au commerce international. La Tchécoslovaquie est prête à faire du commerce avec tout pays qui voudra faire de même avec elle sur la base de principes mutuellement acceptables, et elle accueillera avec satisfaction toutes mesures conduisant au développement mutuellement avantageux des relations économiques internationales.

70. Les relations économiques extérieures de la Tchécoslovaquie sont principalement axées vers les pays socialistes, en particulier vers les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle. La Tchécoslovaquie a également cherché à développer et à renforcer ses relations économiques avec les pays en voie de développement et, ces dernières années, ses échanges avec ces pays ont représenté le secteur le plus dynamique de son commerce extérieur. La Tchécoslovaquie peut contribuer dans une grande mesure à l'industrialisation des pays en voie de développement en fournissant à ces pays, notamment, des machines et de l'équipement, et le marché tchécoslovaque offre des perspectives importantes par leurs exportations. Le commerce de la Tchécoslovaquie avec les pays occidentaux industrialisés a augmenté de plus de 50 p. 100 au cours des six dernières années et peut encore augmenter bien que de nombreux obstacles s'opposent encore à la normalisation de ces échanges et à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la Tchécoslovaquie et des autres pays socialistes.

71. La position fondamentale de la Tchécoslovaquie vis-à-vis du commerce mondial guidera son attitude pendant la deuxième session de la Conférence. Cette session devrait prendre pour base de ses travaux les recommandations et principes adoptés à la première session. Elle devrait concentrer son attention sur les problèmes des pays en voie de développement mais aussi examiner tous les problèmes relatifs au commerce mondial et chercher à faire que la composition de la CNUCED devienne réellement universelle. La Conférence ne devra pas oublier que les mesures à prendre doivent assurer une nouvelle division internationale du travail et la diversification de la pro-

duction. Cette session doit être une conférence de négociation dans le sens le plus large du terme et doit reconnaître que c'est à chaque pays qu'il appartient au premier chef d'élaborer et d'appliquer sa propre politique économique. Le rôle de chaque pays dans l'action internationale doit être déterminé en fonction de son niveau de développement économique et de son système économique et social. Tels sont les principes qui régiront la position de la Tchécoslovaquie à l'égard des divers points à l'ordre du jour de la deuxième session et des documents pertinents, tels que la très importante Charte d'Alger (A/C.2/237) qui mérite d'être examinée avec attention et que les autorités tchécoslovaques compétentes étudient actuellement.

72. Le point de l'ordre du jour provisoire concernant les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents est d'une importance fondamentale (voir A/6714, annexe I). Il est regrettable qu'aucune position commune n'ait été adoptée jusqu'ici en ce qui concerne la possibilité d'éliminer les problèmes du commerce entre l'Est et l'Ouest qui n'a pas encore atteint son niveau maximum, tant en volume qu'en composition, du fait de la discrimination pratiquée par certains pays capitalistes développés en ce qui concerne les tarifs, les contingents d'importation, les contrôles à l'exportation et les politiques de crédit. Le commerce international, y compris le commerce entre l'Est et l'Ouest, doit être fondé sur le principe de la clause de la nation la plus favorisée. Le commerce des pays en voie de développement bénéficiera également de la normalisation des échanges entre l'Est et l'Ouest. La délégation tchécoslovaque espère que le principe de la non-discrimination dans le commerce trouvera un large appui à la deuxième session de la Conférence. Parallèlement, la composition de la CNUCED devrait devenir universelle, grâce, notamment, à l'admission de la République démocratique allemande, qui est une importante nation commerçante.

73. Une des principales tâches dont devra s'acquitter la Conférence consiste à parvenir à l'accord le plus général possible sur les principes adoptés à la première session. La Tchécoslovaquie a tout fait pour appliquer ces principes dans son commerce avec tous les pays. Malheureusement, on ne peut en dire de même de tous les pays avec lesquels elle fait du commerce, notamment, certains pays en voie de développement qui ne lui ont pas appliqué le principe de la non-discrimination en des domaines tels que les prix, les restrictions quantitatives, l'octroi de visas d'entrée, etc.

74. La deuxième Conférence devrait prendre des mesures pour aider les pays en voie de développement à accélérer leur croissance économique, à diversifier leur économie et à obtenir des marchés permanents pour exporter leurs matières premières et leurs produits manufacturés et semi-finis. La diversification de la production et des exportations de ces pays a une importance fondamentale pour leur croissance économique et ne sera possible que si tous les pays coopèrent étroitement. La CNUCED et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) pourront jouer un rôle important et prendre des mesures tendant à encourager la

diversification. A ce propos, il convient d'insister sur l'importance qu'il y a à produire des matières premières offrant des perspectives pour l'exportation, à développer les industries de transformation des matières premières locales qui jusqu'à maintenant étaient exportées à l'état brut, et à créer des industries faisant largement appel à la main-d'œuvre. Il est regrettable que la question proposée par les pays en voie de développement et les pays socialistes et intitulée "Arrangements conduisant à la réorganisation de la division internationale du travail existante" n'ait pas été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la deuxième Conférence sous sa forme originale. Le point adopté par compromis, à savoir le point 9, e, intitulé "Examen de mesures conduisant à l'amélioration de la division internationale du travail" ne reflète pas entièrement les besoins des pays en voie de développement.

75. Dans sa déclaration générale, à la 1115^{ème} séance, la délégation tchécoslovaque a décrit les mesures que son pays a prises pour augmenter ses importations de produits manufacturés et de produits semi-finis des pays en voie de développement. Ces importations pourraient augmenter encore, tout dépend de la mesure dans laquelle ces pays appliqueront la recommandation de la première session de la Conférence tendant à ce qu'ils offrent aux pays socialistes des conditions non moins favorables que celles qu'ils accordent aux pays capitalistes avancés. La proposition de créer un centre commun CNUCED/GATT du commerce international aidera les pays en voie de développement à étendre leurs exportations et évitera le chevauchement et la dispersion inutiles des efforts. Le représentant de la Tchécoslovaquie espère que l'on découvrira par la suite d'autres domaines dans lesquels la CNUCED et le GATT pourraient unir leurs efforts.

76. Si la deuxième session de la Conférence doit être la suite logique des recommandations de la première, elle devra évaluer les résultats obtenus et les comparer aux objectifs fixés à l'origine. Dans la déclaration qu'elle a faite au cours de la discussion générale, la délégation tchécoslovaque a déjà décrit les résultats satisfaisants obtenus par son pays en fait de promotion et de diversification des échanges et de la coopération économique avec d'autres pays, en particulier des pays en voie de développement. Les chiffres cités prouvaient le désir sincère et constructif de la Tchécoslovaquie de réaliser les objectifs fixés par la CNUCED. La délégation tchécoslovaque suppose qu'à la deuxième session de la Conférence, les pays présenteront une documentation détaillée montrant les progrès accomplis qui servira de base à des mesures destinées à accélérer le rythme du développement.

77. La Tchécoslovaquie poursuivra ses efforts pour développer des relations économiques fondées sur les principes d'égalité, de profit mutuel, de non-discrimination et de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, et elle pense que la deuxième session de la Conférence accomplira d'importants progrès dans la réalisation de cet objectif.

78. M. LAI (Malaisie) dit que la délégation malaise se rallie à l'avis général exprimé au Conseil et mentionné au paragraphe 42 de son rapport (A/6714),

qu'une action internationale dans le domaine des produits de base ne saurait porter de fruits que si l'on procède produit par produit, et elle est convaincue que la CNUCED est l'organe approprié pour favoriser une telle action. C'est pourquoi elle se félicite de la promptitude avec laquelle le Secrétaire général de la CNUCED a organisé une session extraordinaire du Conseil pour discuter de la situation critique du caoutchouc et organiser une réunion d'experts afin d'examiner les mesures à court et à long terme qui permettront d'y remédier. Sans doute le mécanisme de la CNUCED est-il un peu lourd lorsque des questions de cet ordre se posent de façon urgente; la deuxième session de la Conférence pourrait peut-être examiner la possibilité de mettre au point des arrangements plus efficaces permettant d'agir promptement.

79. La délégation malaise demande instamment au Secrétaire général de la CNUCED d'inscrire le caoutchouc naturel parmi les produits de base pour lesquels on cherche à mettre au point un système de stock régulateur. Le Gouvernement malais a constaté récemment que ses achats sur le marché ont produit le résultat escompté, à savoir faire monter les prix du caoutchouc, ce qui lui donne à penser que, comme mesure à court terme et à condition d'avoir les ressources financières suffisantes, un système de stock régulateur financé par les producteurs et les consommateurs et soutenu par les institutions financières internationales pourrait stabiliser efficacement les prix du caoutchouc.

80. L'expérience de la Malaisie avec le caoutchouc est la même que celle des pays producteurs de cacao, si bien décrite par le représentant du Ghana; aussi la délégation malaise espère-t-elle sincèrement que les négociations en vue d'un accord international sur le cacao aboutiront dans un proche avenir.

81. La Charte d'Alger fait plusieurs propositions raisonnables de mesures internationales qui permettraient de résoudre les problèmes des pays en voie de développement. Comme la plupart de ces pays dépendent en grande partie des produits primaires pour leur bien-être économique, la Charte donne, tout naturellement, la vedette à ces produits. Les efforts que font les pays en voie de développement pour améliorer la qualité et la compétitivité de leurs produits sont contrecarrés par des éléments sur lesquels ils n'ont aucune prise; de toute façon, ils auraient tort d'améliorer la qualité des produits primaires au point d'en faire un produit semi-traité. En fait, il est urgent de définir de nouveau les termes "matière première" et "produit primaire", M. Lai se rend compte des difficultés que cela soulève et pense que la solution consisterait peut-être à éliminer complètement, en faveur des pays en voie de développement, la catégorie des produits semi-traités.

82. Il est encourageant, pour la délégation malaise, de voir que les pays développés sont de plus en plus conscients du fait que l'aide aux deux tiers défavorisés du monde est une question d'intérêt bien compris. Il est certain que le fonds de bonne volonté qui existe parmi les nations risque d'être ébranlé si les pays en voie de développement quittent la deuxième session de la Conférence les mains vides. Il faut donc

espérer que toutes les nations viendront à New Delhi dans un esprit d'entente, et non pas d'affrontement, et participeront à l'effort international énorme, nécessaire pour éviter que le fossé ne s'élargisse entre les pays en voie de développement et les pays développés.

83. En conclusion, le représentant de la Malaisie dit que son gouvernement a toujours cru au développement des échanges entre l'Est et l'Ouest, conviction qui s'est concrétisée récemment dans la conclusion d'un accord formel de commerce avec l'URSS et l'ouverture de relations diplomatiques avec ce pays.

84. M. DECASTIAUX (Belgique) dit que, à la reprise de la quarante-troisième session du Conseil économique et social (1146ème séance), la délégation belge a attiré l'attention sur l'intérêt actif que son pays n'a cessé de porter à la CNUCED et son désir sincère d'en réaliser les objectifs par des mesures positives. Elle a donc été impressionnée par l'analyse lucide des problèmes du développement que le Secrétaire général de la CNUCED a faite dans sa déclaration, et par le programme réaliste de mesures présenté dans la Charte d'Alger (A/C.2/237).

85. La première session de la Conférence a marqué un "point de non-retour" dans l'attitude adoptée par la communauté internationale à l'égard des problèmes du commerce et du développement, et les perspectives de nouveaux progrès dans le domaine pratique à la deuxième session sont encourageantes. Certains événements récents permettent d'espérer qu'elle réussira. D'abord, le Conseil du commerce et du développement a établi une liste des points que ses membres ont considérés comme suffisamment mûrs pour faire l'objet d'une négociation fructueuse. Deuxièmement, le Secrétaire général de la CNUCED a annoncé que la CNUCED était parvenue à un accord avec le GATT pour joindre les efforts des deux organismes dans le domaine de la promotion des exportations (voir A/6879). La délégation belge est particulièrement heureuse du fait que des accords de

coopération semblables ont été conclus avec des organisations comme la FAO, l'OCDE et la BIRD. Troisièmement, enfin, le Secrétaire général de la CNUCED a exprimé au Conseil économique et social^{4/} son espoir que la deuxième session de la Conférence soit une conférence de négociations et d'action. L'organisation des travaux, telle qu'elle apparaît dans le rapport du Conseil (A/6714), et les déclarations entendues au Conseil et à la Deuxième Commission, indiquent bien que c'est la négociation, plutôt que la confrontation, qui donnera le ton à la Conférence de New Delhi.

86. La délégation belge pense que l'on ne fera des progrès réels que si l'attention se concentre avant tout sur les questions dont on aperçoit la solution, au lieu de chercher à résoudre tous les problèmes à la fois. Les autorités belges se préparent donc à la deuxième session de la Conférence en s'occupant surtout des questions essentielles, comme celle des produits de base, du financement supplémentaire, de l'accès aux produits manufacturés et de la promotion des exportations. La Belgique se prépare à la Conférence en s'inspirant des paroles prononcées par le Président du Conseil du commerce et du développement à la cinquième session, lorsqu'il résumait la discussion de l'ordre du jour provisoire:

"Le fait que nous disposions maintenant d'un fonds commun d'idées et de l'expérience acquise au cours de cinq sessions du Conseil nous impose une responsabilité particulière à l'égard de ceux des membres de la Conférence qui nous rejoindront à la Nouvelle-Delhi. Notre connaissance approfondie des problèmes et de nos attitudes respectives devraient faciliter une entrée en matière rapide et une approche réaliste des travaux de la Conférence." (Voir A/6718, par. 31.)

La séance est levée à 13 h 10.

^{4/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la quarante-troisième session, 1508ème séance.